

Elisabeth Dorier-Apprill

UN CYCLE DE GUERRES URBAINES À BRAZZAVILLE

Depuis 1991 et la transition démocratique après vingt-cinq ans de monopartisme, Brazzaville s'est trouvée à trois reprises embrasée par de violentes guerres urbaines entre l'armée et des milices armées par les trois principaux partis en compétition¹. À chaque fois, ces guerres, fortement localisées, se concentrent dans une partie de l'agglomération, tandis que le reste continue à vivre presque normalement, ce qui provoque d'énormes flux de réfugiés entre quartiers. D'abord politiques, les violences prennent appui sur un référentiel « ethnique », qui aboutit en quelques années à une forte fragmentation sociale et spatiale de la ville.

L'organisation spatiale de Brazzaville est certes l'héritage d'un modèle urbain colonial de ségrégation résidentielle sur des bases ethno-régionales, mais l'urbanité brazzavilloise passait pour exemplaire et était fortement intégrative. Comment est-on passé de la « simple » ségrégation à la dislocation actuelle? Quelles formes concrètes a pris, pendant les combats, cette fragmentation de la capitale? Que sont devenues les populations des zones touchées, comment se sont organisés la survie et le refuge? Sur quelles bases le gouvernement actuel, impliqué dans les dernières destructions, envisage-t-il la reconstruction et la refondation urbaine? La géographie des combats et des pillages, les migrations forcées des habitants imposent une relecture a posteriori d'un système socio-spatial urbain qui concentre autant les enjeux politiques nationaux que locaux.

Il est facile de donner sens à ce qui, une fois advenu, apparaît comme un enchaînement prévisible et presque nécessaire. Mais il faut rappeler qu'avant d'entrer dans ce cycle de guerres, en 1991, Brazzaville est en pleine démocratisation, après vingt-cinq ans d'euphorie économique pétrolière. La verte et paisible capitale de 800 000 habitants compte moins d'une dizaine de grands immeubles, parmi lesquels l'unique tour Nabemba (29 étages dressés face à Kinshasa, sur la rive du Stanley Pool). Financée par Elf Congo sur un terrain concédé par l'État, la tour rappelle que la capitale

congolaise doit son urbanité hédoniste au pétrole et au fonctionnariat de masse. Le petit centre, peu fréquenté par la population, occupe une place réduite dans l'activité urbaine. Les activités commerciales et



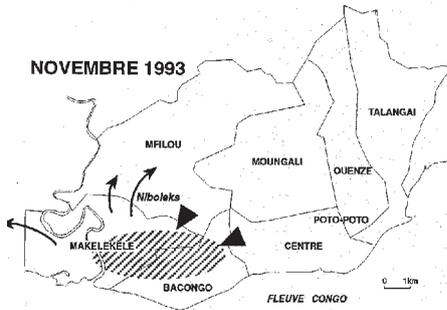
Brazzaville avant la guerre, centre-ville.

financières y ont été bridées par vingt-cinq ans de régime socialiste à monopole d'État, et l'essentiel de l'animation économique se déroule *off-shore*, sous contrôle d'Elf et Agip Congo, au large de Pointe Noire.

La vie se déroule dans les immenses damiers de lotissements populaires où domine l'habitat familial de maisonnettes de plain-pied, toujours entourées d'une cour arborée. Le paysage urbain est ouvert; dans presque tous les cas, la vie qui se déroule dans la parcelle reste visible de l'extérieur : basse ou partielle

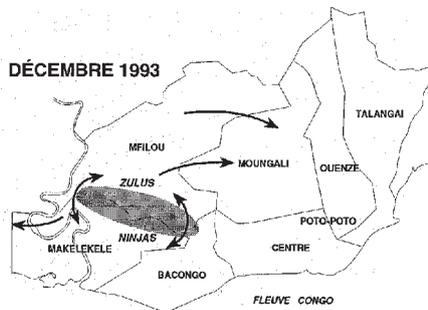
1. MCDDI (parti d'opposition de Bernard Kolelas, avec la milice *ninja*), UPADS (parti du président Pascal Lissouba, *zulus* et *cocoyes*) et PCT (parti congolais du travail, ex-parti unique de Denis Sassou Nguesso, milice *cobra*).

NOVEMBRE 1993



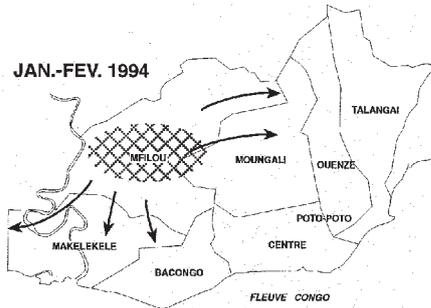
- Soulèvement politique et violences contre les ressortissants du fief présidentiel (Niboleks) à Baongo
- Bombardement du quartier
- Fuite des Niboleks vers Mfilou

DÉCEMBRE 1993



- Guerre entre milice Ninja de Baongo et Zulu de Mfilou
- Violences ethno-politiques et déplacements croisés de réfugiés

JAN.-FEV. 1994

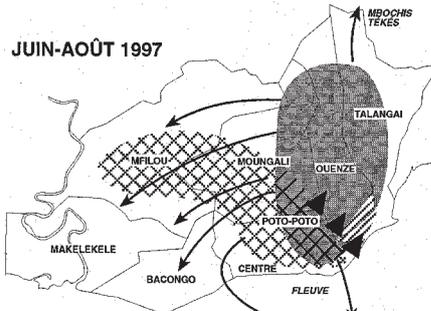


- Violences ethniques et exode des populations Laris de Mfilou

AIRE D'INFLUENCE VIRTUELLE DES MILICES ENTRE 1994 ET 1997

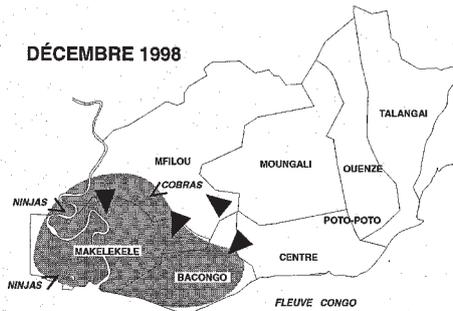


JUIN-AOÛT 1997



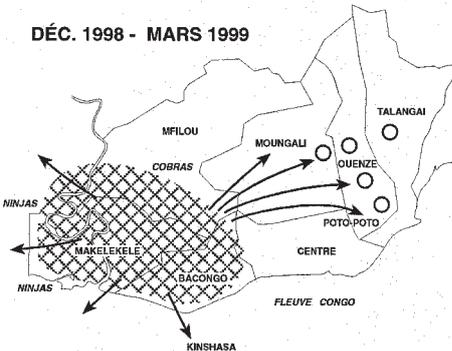
- Soulèvement des Cobras de D. Sassou Nguesso
- Guerre entre Cobras et 2 factions de l'armée
- Bombardement des quartiers est

DÉCEMBRE 1998



- Infiltrations Ninjas (?) vers les quartiers sud
- "Bouclage" bombardement et "nettoyage" des quartiers sud

DÉC. 1998 - MARS 1999



- Évacuation forcée de tous les habitants
- Pillages et destructions systématiques des quartiers sud

DATE DES DESTRUCTIONS ET DES PILLAGES 1993 -1999



- ▨ Soulèvement
- Combats
- ▶ Bombardements
- Déplacement de réfugiés
- ▩ Destructions et pillages
- Sites de refuge des déplacés des quartiers sud

Conception: E. Apprill - réalisation: P. Pentsch

(quelques touffes de citronnelle ou de fleurs), la clôture n'a pas pour but de protéger des regards indiscrets, et la vie est animée d'échanges et d'interpellations, et du va-et-vient continu des enfants. L'impression d'intense convivialité qui se dégage alors des quartiers populaires provient beaucoup de cette perméabilité au regard entre les espaces de vie privée et l'espace public de la rue, ainsi que d'une réelle mixité de l'habitat². Les disparités sociales sont peu marquées spatialement. Jusqu'aux années quatre-vingt-dix, Brazzaville n'était pas une ville au contraste brutal entre quartiers populaires et aisés, même si quelques zones de villas plus bourgeoises, closes de hauts murs, s'étaient bâties du côté de l'aéroport et de l'hôpital universitaire.

Certes, le modèle urbain est ségrégué. L'urbanisme colonial avait organisé la dichotomie entre deux cités indigènes : *Poto Poto* (et ses extensions Ouenzé et Talangaï) destiné aux populations venues du nord, et *Bacongo* (et son extension Makélékélé), destiné aux ethnies kongo du sud-ouest du pays. Elles étaient séparées du centre commercial et administratif européen par des zones-tampons, demeurées aujourd'hui peu densément construites et occupées par des administrations et des services publics. Les emprises ferroviaires fixeront ce zonage en séparant durablement le centre administratif des quartiers populaires.

La bipolarisation ethnique de l'espace dans les quartiers périphériques récents, attestée par plusieurs enquêtes³, a été renforcée par agrégation selon la logique des itinéraires migratoires vers la capitale. Bien avant le cycle des guerres, on ne pouvait distinguer que quelques zones de véritable mixité ethnique résidentielle à Brazzaville. C'était le cas de Poto-Poto qui jouait depuis longtemps le rôle de quartier d'accueil des migrants; une forte proportion d'étrangers ouest-africains, jeunes et célibataires, s'y ajoutant à la diversité sociale et ethnique. Les quartiers aisés voisins de l'aéroport («Plateau des quinze ans») occupés par la bourgeoisie du régime présentaient aussi un peuplement d'origines régionales diversifiées.

Le brassage fonctionnel des citoyens de toutes origines s'opérait quotidiennement, le jour, dans le grand marché de Moungali, ou dans le centre administratif institutionnel. Le soir, ces espaces d'activité se vidaient au profit des marges ludiques de la ville, marchés de nuit, rues bordées de bars-dancings localisés aux extrémités de l'agglomération. Depuis cinquante ans, la cohésion d'ensemble était maintenue par une forte intensité des pratiques de civilité urbaines de type moderne, générant des liens sociaux transversaux fondés sur la camaraderie scolaire, universitaire et professionnelle, une vie associative intense, un développement des réseaux religieux chrétiens, notamment pentecôtistes, des déplacements et des échanges inter-quartiers pour le travail, les achats quotidiens, les loisirs⁴.

Au bord du fleuve à Bacongo, dans la douceur du soir, au bar-dancing de plein air la Main Bleue, la *rumba* chauffe et la bière fraîche coule à flots. En 1991, la *Conférence nationale*, qui met fin à un quart de siècle de régime militaire à parti unique dominé par les militaires « nordistes » est suivie en direct et avec passion par les citoyens des quartiers sud. La transition politique semble s'effectuer en douceur...

En quelques années, un équilibre urbain va s'effondrer. Tandis que l'État ne parvient plus à payer ses fonctionnaires (plus de la moitié des chefs de ménages brazzavillois), l'épisode démocratique tourne court, s'enlisant dans les retournements d'alliance et les manipulations électorales. La société brazzavilloise est affectée par un cycle de crises brutales liées à l'effondrement de l'économie rentière (minée par la plus forte dette extérieure par habitant du continent), et à celle de l'État redistributeur (mis en demeure par les institutions internationales de procéder à des ajustements draconiens).

La crise politique connaît une escalade dramatique et rapide entre 1992 et 1999 à travers un cycle de trois guérillas urbaines impliquant les milices et l'armée, en 1993-94, dans l'été 1997, puis fin 1998, qui ont ravagé l'un après l'autre tous les quartiers de la capitale avant de se propager dans les régions sud du pays.

Même si les enjeux de l'économie pétrolière et la *realpolitik* occidentale ne sont pas étrangères à cette implosion⁵, la capitale congolaise n'est pas seulement le « cadre » conjoncturel de ces guerres : la configuration même de la ville, son histoire, sa dynamique sociale sont engagées dans les conflits.

Les clivages électoraux

En 1992 les principaux candidats ont systématiquement pris le parti de recomposer la population congolaise en clientèles ethniques et régionales. La carte des élections présidentielles⁶ traduit l'existence de véritables fiefs politiques : au nord, c'est l'ancien Parti unique

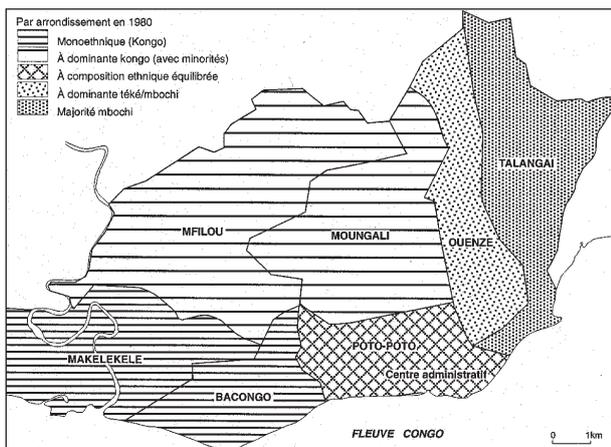
2. Nous avons recensé 10 % de villas aux normes de confort occidentales dans les quartiers populaires Nord de la ville en 1987 (Dorier-Apprill, 1993).

3. Cf. cartographie du recensement de 1974 par R. Devauges, (1984), *Atlas de Brazzaville*, ORSTOM, coll. travaux et documents n° 180; enquête CRETH-URBANOR, (1980), *Schéma directeur de Brazzaville*, étude socio-urbaine, ministère des Travaux publics et de la construction; Enquêtes ORSTOM/santé-urbanisation, (1986), pour les quartiers Est, cartographiées in Dorier-Apprill, 1993.

4. Balandier, 1955; Odéyé, 1985; Dorier-Apprill et al., 1998.

5. Les responsabilités des compagnies pétrolières, notamment Elf, dans le financement des milices sont aujourd'hui reconnues par tous les protagonistes. Et tous les pays occidentaux ont promptement reconnu la légitimité de D. Sassou Nguesso, président de 1979 à 1991, revenu au pouvoir en 1997 par un coup d'État, car il semble seul capable de stabiliser durablement le pays.

6. Weissman F., (1993), *Élection présidentielle de 1992 au Congo, entreprise politique et mobilisation électorale*, Éd CEAN-IEP Bordeaux.



Répartition des ethnies à Brazzaville

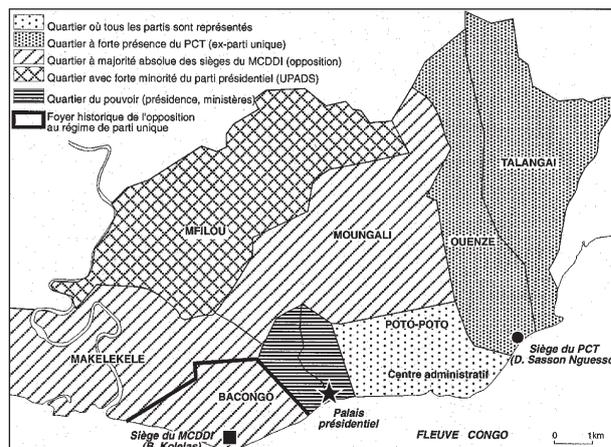
(le PCT de D. Sassou Nguesso) qui domine. Dans le Pool, (autour de Brazzaville) le parti d'opposition de B. Kolelas obtient presque deux tiers des voix, tandis que Pascal Lissouba, vainqueur de la présidentielle, dépasse 80 % des suffrages dans les régions du sud-ouest (Niari, Lekoumou, Bouenza) mais est fortement minoritaire dans la capitale et dans ses environs. On retrouve les mêmes clivages à l'échelle de Brazzaville entre quartiers nord (dominés par l'ancien parti unique), quartiers « mixtes » du vieux centre où tous les partis sont également représentés, et quartiers sud (Baongo, Makélékélé) où le parti d'opposition de B. Kolelas est en position de quasi-monopole. P. Lissouba, le président élu, n'obtient un score significatif que dans les quartiers Mfilou.

Des ethnogénèses urbaines

Pourtant, la construction des identités qui agrègent les habitants des quartiers populaires en unités ethno-régionales susceptibles de se transformer en territoires politiques (« sudistes » Kongo-lari, « nordistes » Mbochis) ne vient pas seulement des *héritages* pré-urbains qui se seraient coulés dans un moule ségrégatif. Ces identités se sont en grande partie forgées en ville, autour de lieux de convivialité et de contacts entre migrants, d'associations d'entraide⁷, à l'intérieur des partis politiques naissants.

Un seul arrondissement porte une dénomination ethnique, héritée de la fondation coloniale : c'est Baongo. Les populations kongo-lari sont partout majoritaires à Brazzaville (60 %), et Baongo n'en a pas le monopole. L'originalité du quartier vient non seulement de leur prédominance écrasante (plus de 98 %), mais aussi d'une cohésion identitaire, singulière, produit d'une maturation historique citadine ancienne autour de l'homogénéité d'origine et de l'unité d'un territoire urbain.

À l'époque précoloniale, il n'y a pas de trace d'un « pays lari » au moyen Congo. Il est un ensemble mou-



Le paysage politique de Brazzaville aux élections locales de 1992.

vant, observable et signalé seulement à partir des migrations Kongo de la fin du XIXe siècle vers les villes naissantes du Pool, le long des pistes, puis du CFCO⁸. Densément quadrillé par les missions catholiques et protestantes et leurs écoles, intensément mis en valeur pour l'approvisionnement de la capitale, le sud du Pool va attirer, et rapidement fournir les éléments les plus instruits de la population indigène au service de l'administration coloniale, puis les premiers cadres de l'Indépendance. Ils jouent un rôle actif lors de la création de Brazzaville. L'homogénéité d'origine (Pool), le quasi monopole des échanges marchands en direction du sud du fait de sa situation géographique, la prégnance des liens familiaux et économiques de proximité, constituent donc les bases matérielles de la cohésion sociale et culturelle de Baongo. S'y ajoute un fort sentiment d'unité, lié au fait que Baongo, plus qu'un simple réceptacle de migrants ayant la même origine, peut être considéré comme le creuset d'une identité urbaine ancienne, résultant du processus précoce de citadinisation de populations originaires du Pool dans un contexte de forte aliénation coloniale.

Dans l'entre-deux-guerres, Baongo est perçu (par les Occidentaux et par ses habitants) comme le centre d'une urbanité plus raffinée que le reste de la cité africaine : foyer de modes vestimentaires et musicales, de création littéraire, avec ses bars et associations d'élégants⁹, relayés

7. Associations qui réunissent les ressortissants d'une même région rurale immigrés à Brazzaville. Moyennant cotisation, elles apportent assistance matérielle, mais surtout morale. La participation collective aux rituels et fêtes de funérailles et retrait de deuil est obligatoire pour les membres de telles associations, bien qu'ils n'appartiennent pas nécessairement au même lignage. Elle contribue à renforcer, en ville, des liens fondés sur la seule origine ethnoregionale, et qui deviennent plus forts que dans les régions d'origine où les liens familiaux sont prédominants.

8. Soret M., (1978), *Histoire du Congo-Brazzaville*, Berger-Levrault.

9. Balandier G., (1955), *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2de éd augmentée, 1985.

dans les années quatre-vingt par les « sapeurs ». Cet ensemble de quartiers populaires est le plus marqué par l'histoire coloniale et le plus lié à la ville Européenne : la présence de la « Case de Gaulle », résidence de l'Ambassadeur de France, des villas de diplomates français le long de la corniche perpétuent d'une certaine manière les liens privilégiés tissés avec l'ancienne métropole¹⁰. Divers traits culturels décisifs ont marqué historiquement l'identité du quartier, à commencer par le sens d'un sacré communautaire et enraciné : un catholicisme historique, une ouverture précoce au *kimbanguisme* (la principale avenue de Bacongo est l'avenue Kimbangou), et la naissance du *matsouanisme* religieux¹¹ (1945), suivi depuis cinquante ans par une nébuleuse complexe de petites Églises néotraditionnelles ou prophétiques et qui valorisent un retour aux « traditions » et une histoire Kongo mythifiée¹².

C'est surtout le jeu politique des quarante dernières années qui, de crise en manipulation politique, a cristallisé à la fois la conscience *ethnique* et territoriale des habitants du quartier, lui donnant à certaines périodes une coloration plus aiguë de combat pour la survie, comme c'est à nouveau le cas depuis 1993, chez une partie de la jeunesse locale, et notamment les *Ninjas*.

À l'époque coloniale, la moitié nord du pays, sous peuplée, est délaissée. Dès cette époque, les « nordistes » moins nombreux à Brazzaville, et qui occupent des postes moins qualifiés (notamment dans l'armée), s'installent à Poto-Poto, puis dans ses extensions nord-est (Ouenzé). C'est dans ce milieu que le socialisme fera ses adeptes. Lors des massacres de février 1959 entre partisans de Fulbert Youlou¹³ (majoritaires à Bacongo) et du Mouvement socialiste africain de Joachim Opangault (majoritaires à Ouenzé et Poto Poto), les antagonismes politiques se construisent tout ensemble autour de références à l'ethnicité et au quartier urbain, habilement manipulées par les leaders politiques soutenus, de part et d'autre, par des intérêts politiques occidentaux, et entraînant, déjà, un reflux de réfugiés kongo fuyant les quartiers nord¹⁴.

S'ensuit, après l'Indépendance, la classique « revanche des militaires », en majorité nordistes, qui s'arrogent le monopole du pouvoir entre 1968 et 1992. Pendant ces années de monopartisme, les ressortissants du Sud, et notamment ceux du Pool, se sont trouvés évincés de la plupart des postes de responsabilité, notamment dans l'armée, ce qui a contribué à cristalliser leur identité autour de la contestation politique. On parle alors de *Nordistes* et de *Sudistes* au lieu d'employer la terminologie « ethnique » honnie par un régime marxiste qui a délibérément cherché à gommer les particularismes culturels, notamment par le biais de la scolarisation de masse. Des amitiés scolaires, des camaraderies de travail, la prospérité de l'économie pétrolière favorisaient les brassages. Le volontarisme politique unificateur était tel que la question de l'ap-

partenance ethnique n'était pas posée au recensement général de la population de 1984 (elle l'était encore à celui de 1974)!

Mais l'ethnicité, tantôt sur le mode de la plaisanterie, tantôt dans le registre du symbolique, continuait à alimenter les interprétations brazzavilloises du politique, d'autant plus que certaines pratiques de clientélisme ont visiblement favorisé la moitié nord du pays, comme la construction d'une voie goudronnée Brazzaville-Oyo dans les années quatre-vingt, alors que la « Nationale 1 » Brazzaville-Pointe-Noire, axe économique vital du pays, n'est encore, en 1991, qu'une



Bacongo.

piste en mauvais état¹⁵. À Brazzaville en 1985, le premier PAS (*Plan d'Ajustement Structurel*) était surnommé le « Pas d'Argent pour le Sud ».

La construction de l'identité *Nibolek*, méthodiquement orchestrée à l'occasion de la campagne électorale de P. Lissouba (1992) montre que la grille d'interprétation est considérée comme efficace. Ce néologisme, formé à partir des noms des trois régions administratives, Niari, Bouenza, Lekoumou, désigne à la fois les habitants de ces régions (pluriethniques) et les partisans du gouvernement. Il vise à légitimer l'identité de ce groupe de régions en la colorant d'une pseudo-eth-

10. Au Centre culturel français, situé à la sortie de Bacongo, la quasi-totalité du personnel local est Lari et réside dans le quartier.

11. Matsoua, fondateur de l'Amicale des ressortissants de l'AEF, mort en 1942 dans une prison coloniale. Il est devenu, après sa mort, sans en avoir été le fondateur, l'objet d'un culte messianique dont le centre est Bacongo. cf. Sinda M., (1972), *Le messianisme congolais et ses incidences politiques*, Payot.

12. Dorier-Apprill E., Kouvouama A., (1998), « Pluralisme religieux et société urbaine à Brazzaville », in *Afrique Contemporaine*, Paris, La Documentation Française, 2e trimestre, p. 58-76.

13. UDDIA, Union de défense des intérêts africains.

14. Balandier, 1955 ; Kitongo, 1990 ; Bazenguissa, 1997 ; Bernault, 1997. Voir analyse détaillée dans Dorier-Apprill E., (1997). « Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville », *Hérodote* n° 86-87, 4e trimestre, p. 182-221.

15. En saison des pluies, il faut parfois plusieurs jours pour relier par la piste les deux villes distantes de 500 km.

nicité dans le but de mobiliser électorat et miliciens sur des bases identitaires¹⁶.

L'impact de l'encouragement à des valeurs régionalistes est paradoxal à Brazzaville : rappelons qu'au dernier recensement (1984), 80 % des moins de vingt ans étaient nés dans la capitale, où ils avaient été scolarisés¹⁷ et encadrés dans les organisations de masse liées au Parti congolais du travail. Tous comprennent ou parlent le français, beaucoup ne sont jamais allés dans le village d'origine de leur famille et ne possèdent que de vagues notions des langues et « coutumes » régionales. Mais chez ces jeunes, confrontés à une absence radicale de débouchés professionnels, on assiste depuis dix ans à un durcissement des ancrages territoriaux urbains (référence au quartier), simultanément à des revendications identitaires fondées sur la reconstruc-



Parcelle à Makélékélé.

tion de traditions « ethniques » et sur le recours symbolique au religieux. Ces replis identitaires accompagnent l'investissement des jeunes dans le jeu armé des milices¹⁸. La militarisation des tensions entre partis, leur stratégie d'ancrage spatial vont s'appuyer sur cette jeunesse désorientée.

Violences et déplacements forcés des citadins

En 1993-94, les violences sont liées à un différend électoral entre le parti présidentiel et celui de B. Kolelas dont l'état-major est à Bacongo, et qui suscite un soulèvement des premiers groupes *ninjas* du quartier. L'armée intervient brutalement par des bombardements. Débordant alors (peut-être) les partis qui les ont armés, *Ninjas* de Bacongo-Makélékélé et *Zulus* de Mfilou (parti présidentiel) se déchaînent contre les civils minoritaires des deux quartiers. À Bacongo, les *Ninjas* massacrent ou expulsent les populations origi-

naires du sud-ouest du pays (*Nibolek*), qui doivent se réfugier dans les quartiers Mfilou. Symétriquement, Mfilou se transforme en « Niboland », sous la coupe de la milice *zulu* qui surnomme son territoire « Beyrouth ». Bacongo est alors surnommé « Sarajevo » comme le rappelle, quelques années plus tard, la carcasse d'un char abandonné sur l'une de ses avenues et portant la mention « carrefour Sarajevo ». De part et d'autre, les maisons sont systématiquement pillées et incendiées. Les destructions de 13 000 logements et le chassé-croisé de 100 000 personnes aboutissent à renforcer encore l'identité lari et « pooliste » des quartiers sud-ouest de la ville (Bacongo-Makélékélé), et à fonder celle de l'arrondissement de Mfilou autour de la notion de « Niboland »¹⁹. En périphérie, des zones entières de Mfilou se sont durablement vidées.

Lors de ces combats, perçus à Brazzaville comme « aberrants » et « fratricides » parce qu'ils opposaient des miliciens du même groupe Kongo, et contredisaient le fameux paradigme de « l'opposition Nord-Sud », le détour par les surnoms de guerre inspirés de l'actualité mondiale et cinématographique (*Ninjas*, *Zulus*, *Cobras*, *Beyrouth*, *Sarajevo*)²⁰ est surtout révélateur des enjeux identitaires d'une jeunesse urbaine sans perspectives, même si tous les protagonistes analysent l'événement en termes de « purification ethnique ». Au sortir de cette première guerre, les quartiers sud de Brazzaville se sont donc trouvés matériellement fragmentés en aires politiquement et « ethniquement » homogènes, contrôlées par les deux milices *zulu* et *ninja*. L'emprise de la milice sur son « territoire » est accrue, à Bacongo, par l'accession de B. Kolelas à la magistrature municipale. Le maire de Brazzaville va pouvoir, de 1994 à 1998, y imposer discrètement la loi de son parti et de ses *Ninjas*. L'exemple le plus flagrant est la mise sous contrôle, par les *Ninjas*, de plusieurs embarcadères de contrebande vers Kinshasa où les taxes prélevées par des miliciens se relayant jour et nuit finançaient une association de « sinistrés » laris expulsés de Mfilou, ainsi que les caisses du MCDDDI²¹.

Bien plus grave dans ses destructions matérielles, la guerre de 1997 entre le gouvernement élu et l'ex-président Sassou Nguesso éclate un mois et demi avant la date prévue pour les secondes élections présidentielles libres. Elle commence par l'encercllement militaire de la

16. Cf. Dorier-Apprill E., (1995), « Des quartiers pour territoires ? », in *Territoire lien ou frontière ?*, ORSTOM-Université Paris IV-Laboratoire Espace et Culture.

17. Le taux de scolarisation du Congo était l'un des plus élevés du continent.

18. Dorier-Apprill E., Kouvouama A., Bazenguissa-Ganga R., Ossébi H., 1998.

19. Une partie des « sinistrés » de Mfilou s'installe aussi dans les quartiers contigus de Moundali et de Moukondo. Cette partie de la ville devenue zone d'accueil s'est densifiée énormément au fil des trois guerres. Cf. carte.

20. Bazenguissa, 1998.

21. Description et analyse détaillée in Dorier-Apprill, 1997.

résidence privée brazzavilloise de Sassou Nguesso, accusé de fomenter des troubles dans le Nord du pays. S'ensuit une riposte de ses Cobras, suivis par une partie de l'armée. Les combats coupent la ville en deux. Ils partent du centre-ville et endommagent les grands équipements publics (aéroport, hôpitaux). Les quartiers populaires densément peuplés du nord, base arrière des Cobras, deviennent à la fois la cible de bombardement militaires et d'incursions *zulus* et *cocoyes* (milices de P. Lissouba) venues de l'ouest. De brefs cessez-le-feu permettent aux habitants de fuir soit vers les régions rurales du nord, soit vers l'arrondissement de Baongo qui reste longtemps en dehors du conflit du fait de la neutralité prolongée des *Ninjas* de Bernard Kolelas, alors maire de Brazzaville.

Le trajet vers le sud et Pointe Noire n'est envisageable que pour les « sudistes ». En effet, les milices *cocoyes*, pro-gouvernementales, qui contrôlent nombre de pistes ou de gares²², arrêtent les passagers identifiés comme « nordistes » soit d'après leur carte d'identité, soit après un sommaire examen linguistique... Ne reste donc aux ressortissants du nord du pays que la possibilité de fuir vers leur région d'origine, de se réfugier à Baongo-Makélékélé où, comme toujours, paroisses et écoles servent de refuge, ou encore de traverser le fleuve vers Kinshasa en pirogue, depuis les petits embarcadères situés à Baongo, contrôlés par les *Ninjas*. Vers le milieu d'août, quand les bombardements s'intensifient sur les quartiers nord, ce sont plus de 1 000 personnes qui arrivent chaque jour au *beach* officiel de Kinshasa.

La guerre de 1997 se conclut par la conquête du pouvoir par le général nordiste D. Sassou Nguesso, malgré une alliance de dernière heure entre les diverses milices sudistes (*zulus* et *ninjas*) qui s'étaient combattues en 1993. C'est le seul moment où fonctionne le schéma bipolaire supposé expliquer toutes les tensions brazzavilloises. Les milices se replient vers le sud, hors de la capitale, mais la question de l'unité du Congo se pose toujours, principalement à Brazzaville, point de départ du conflit, et cœur de toute la vie intellectuelle et politique.

Les *Ninjas*, basés tout autour de la capitale et à Baongo, ne cessent d'attaquer des administrations, de provoquer des accrochages avec l'armée, et empêchent la normalisation du régime. Baongo passe toujours pour leur base à Brazzaville. Fin 1998, une incursion *ninja* à Baongo est l'occasion d'une réaction brutale de l'armée à laquelle ont été incorporés des miliciens *cobras*, fidèles à D. Sassou Nguesso. L'ensemble de quartiers Baongo-Makélékélé est d'abord bombardé puis bouclé. Pris en tenaille entre l'armée et les *Ninjas*, beaucoup d'habitants gagnent Kinshasa, en traversant le fleuve, ou s'enfuient en direction des campagnes du Pool, espérant trouver refuge auprès de parents²³. Baongo est intégralement vidé de ses 200 000 habitants, déplacés de force à travers un couloir de filtrage (qui permet d'arrêter et d'exécuter sommairement

nombre de jeunes supposés *ninjas*)²⁴. En février 1999, un communiqué du CICR estime que près de 30 000 habitants se sont réfugiés « dans les nombreuses églises des quartiers épargnés et un nombre équivalent dans des familles d'accueil », où ils « bénéficient de la seule assistance de la Croix-Rouge. (...) Le CICR a pris en charge l'assainissement des sites et organisé la distribution d'un million de litres d'eau potable en moyenne par semaine. »²⁵ Pendant ce temps, les quartiers sud sont placés sous le contrôle de l'armée, qui laisse libre cours au pillage et aux destructions systématiques : maisons démontées, incendiées, vidées de leur contenu évacué par véhicules militaires et camions... Les habitants ne sont autorisés à regagner le secteur que quatre mois plus tard²⁶, mais compte tenu des destructions, de l'insécurité, des risques d'arrestations arbitraires et de « disparitions »²⁷, les retours ne s'effectuent que très partiellement dans un quartier dévasté, et les réfugiés installent provisoirement des abris bâchés dans les vastes cours des nombreuses paroisses chrétiennes, des écoles, des dispensaires, des stades.

La densité du bâti est faible à Brazzaville, et les interstices non construits nombreux permettent le campement. Les salariés louent de petits logements dans les quartiers nord. Un grand nombre de cadres, intellectuels et universitaires qui se sentent individuellement menacés et peuvent monnayer leurs compétences à l'étranger choisissent l'exil.

L'objectif transitoire du pouvoir, pour asseoir son autorité, fut à l'évidence de neutraliser matériellement et symboliquement tous ces quartiers stigmatisés comme « territoires *ninjas* », de gommer la forte identité culturelle et politique que représentait cet ensemble urbain en le vidant de ses jeunes et de ses élites, de détruire ce territoire *kongo-lari* toujours rebelle, trop fortement enraciné dans l'histoire de Brazzaville et conforté par les deux précédentes guerres.

22. La ligne du Chemin de fer vers Pointe Noire ne fonctionne plus jusqu'à Brazzaville. Il faut d'abord rejoindre la gare de Goma Tsé tsé, une trentaine de km au sud de la capitale.

23. Des dizaines de milliers d'entre eux seront pris en otage pendant des mois par des milices d'opposition *Ninja* et *Cocoyes* qui se replient dans les forêts et les utilisent comme « couverture ».

24. Dans la version du gouvernement Nguesso, il est présenté comme « corridor humanitaire » (on est alors en pleine guerre du Kosovo), et le déplacement des habitants est supposé les protéger des exactions *Ninja*.

25. <http://www.ifrc.org/docs/news/99/99021201/>. Le CICR, MSF, Action contre la faim, nombre d'ONG humanitaires internationales sont intervenues dans la gestion de ces campements de réfugiés disséminés dans la capitale.

26. La guérilla contre les milices repliées dans le Pool et les pays du Niari continue jusqu'à la signature d'un cessez-le-feu le 29 décembre 1999.

27. En mai 1999, 353 personnes, arrêtées par les forces de sécurité au « beach » fluvial de Brazzaville, dans les « couloirs humanitaires » et dans les sites d'accueil à leur retour d'exil en République démocratique du Congo (RDC) où elles s'étaient réfugiées ont été portées disparues. Une commission d'enquête parlementaire vient d'être instituée (septembre 2001) à la demande du Comité des familles, et une plainte judiciaire est en cours.

Mais cette « sale guerre » de 1998 avec ses victimes civiles ne risque-t-elle pas de renforcer davantage encore, en creux, l'identité ethnicisée de Baongo représentée cette fois comme « cité martyre » ? Si une partie du personnel politique sudiste s'est rallié au gouvernement d'alliance nationale, des groupes d'opposants en exil, des journaux, des associations de familles de victimes et l'observatoire congolais des droits de l'homme demandent des comptes.

Reconstruire

La reconstruction de Brazzaville ne relève pas simplement de techniques d'urbanisme, mais bien de choix relatifs à l'ordre politique du territoire et à la prévention des conflits. D. Sassou Nguesso en a les moyens politiques. Après s'être imposé à l'intérieur par les armes et son intelligence stratégique, il a rallié la majorité de la classe politique à son gouvernement d'alliance et obtenu une reconnaissance internationale rapide en donnant des gages de stabilité et de libéralisation du pays²⁸. Une renégociation de la dette lui en donne les



Poto poto, avenue de la Paix (au fond, tour Nabemba).

moyens financiers dans un pays dont les réserves pétrolières estimées ne cessent de s'accroître avec la découverte de nouveaux gisements *offshore*²⁹. D'où l'implication massive et exceptionnellement rapide d'un grand nombre de bailleurs de fonds, sous forme de dons (compagnies pétrolières³⁰, Union européenne³¹), de prêts et rééchelonnements de dette (Banque mondiale et plusieurs pays, notamment la France et la Chine, très actives sur le front de la reconstruction et de la remise en ordre de Brazzaville³²), qui ont permis de réaliser des travaux simultanément dans tous les quartiers et sur toutes les infrastructures vitales de la capitale. La capitale, placée sous l'autorité d'un administrateur-général de brigade a contracté plusieurs emprunts spécifiques, mais l'essentiel des travaux relève directement de l'État ou des bailleurs internationaux.

Au gré des retournements d'alliances, chaque quartier a connu à son tour les combats. Partout, les chaus-

sées et réseaux divers n'ont pas attendu la guerre de 1997 pour être constellés de trous parfois béants³³, les combats et l'absence d'entretien n'ont rien arrangé. Les destructions de 1997 touchent maisons et avenues des quartiers nord, massivement bombardées, les quelques immeubles du centre ville (tour Nabemba et hôtel Mbamou palace, à la fonction symbolique importante, sur la corniche du fleuve) et surtout les infrastructures collectives du plateau (hôpitaux). Celles de 1998, au sud, concernent des logements de civils, mais aussi la voirie urbaine et les liaisons avec les régions d'approvisionnement du Pool.

La stratégie de communication très pensée du gouvernement dans ce domaine³⁴ prend bien soin de mettre l'accent sur la diversité géographique des travaux en cours, du nord au sud de la ville : outre les avenues Nord en 1999-2000, puis les 4 km d'avenues Fulbert Youlou et S. Kimbangu, achevés en mars 2001, il a fallu réhabiliter la voie ferrée du CFCO (première liaison Pointe Noire-Brazzaville (août 2000), désensabler l'embarcadère vers Kinshasa (2000), reconstruire le port fluvial et ses cinq bateaux vers le nord (juillet 2000), le central téléphonique desservant le nord de la ville³⁵, les hôpitaux et écoles, la route sud vers le Pool et les régions agricoles ravitaillant Brazzaville, « creusée par l'érosion, est coupée par des ravins

28. Le parlement a été remplacé par un Conseil national de transition de 75 membres nommés en janvier 1998. Le gouvernement Nguesso (d'union nationale) renoue avec le FMI et la Banque mondiale qui finance à nouveau le pays, moyennant une libéralisation économique accrue (Hydrocongo, société de distribution d'essence est reprise par Shell et Total-Fina, la privatisation des dernières entreprises publiques est en cours) et l'instauration d'un « dialogue national », qui doit aboutir à l'élaboration d'une nouvelle constitution soumise à référendum en 2002. Des élections présidentielles sont annoncées.

29. La plus importante dette par habitant du continent. Une partie de cette dette, 600 millions de dollars, contractée par P. Lissouba, avait été gagée sur les ressources pétrolières jusqu'en 2006. Elle a été renégociée avec Total-Fina et remplacée par un remboursement sans intérêt sur dix ans.

30. Les premiers investissements des pétroliers ne portent que sur les quartiers Nord de la ville. Par exemple, Elf-Congo a débloqué 800 millions de francs CFA pour la réhabilitation de l'avenue Orsy reliant Poto-Poto au centre-ville, effondrée et impraticable depuis 1995 faute d'entretien du réseau de drainage... Le groupe finance, d'autre part, les premiers travaux de reconstruction de la basilique Saint Anne bombardée en 1997. L'hôpital de Talangaï a été reconstruit par le groupe italien ENI (AGIP Congo), puis jumelé avec un hôpital de Milan, etc.

31. La coopération de l'UE porte surtout sur le Pool et les quartiers sud, par exemple les 8 km de route dite « des Maraîchers », par laquelle sont acheminés à Brazzaville les produits maraîchers provenant du sud de la capitale. Un FED devrait financer la remise en état de l'axe Brazzaville-Pointe Noire.

32. Les deux pays interviennent dans des programmes de reconstruction, de formation et d'équipement dans les domaines de la police et de la justice.

33. La gestion urbaine n'a jamais été une priorité des gouvernements successifs de Brazzaville, même avant les guerres, et malgré les revenus pétroliers, le mauvais état de la voirie urbaine ou régionale était légendaire au Congo. Le pays n'a que 1 000 km de routes goudronnées.

34. Numéros spéciaux de magazines africanistes, Invitations groupées de journalistes occidentaux, sites webs du gouvernement et de l'agence de presse pro-gouvernementale « Les dépêches de Brazzaville ».

dont le plus grand, qui mesure treize mètres de profondeur, est situé à 35 km de Brazzaville»³⁶.

Mais les conséquences sociales des guerres sont peut-être plus préoccupantes que les dégâts matériels. Reconstruire durablement Brazzaville en y neutralisant les germes de conflits, trois ans après, ce serait non seulement financer de grands travaux de voirie et BTP, mais aussi refonder une urbanité en développant l'intégration entre les espaces, développer l'emploi, recycler les miliciens, et surtout scolariser puis créer des emplois pour les jeunes.

On estime qu'environ 10 000 jeunes auraient fréquenté les milices. Pour contribuer à lutter contre leur criminalisation, plusieurs initiatives soutenues par le PNUD se sont engagées dans leur réinsertion et dans le ramassage des armes légères. Les programmes d'intégration de contingents de miliciens dans les forces armées, d'une part, et de formation à des activités productives, d'autre part, se multiplient, mais ils touchent de très faibles effectifs (quelques centaines de jeunes). Des projets de socialisation des jeunes par le sport sont menés avec l'appui de la coopération française (création et réhabilitation de sept complexes sportifs d'arrondissement).

Parallèlement, des programmes de prévention de la toxicomanie se mettent en place en milieu scolaire. En 1998, l'observatoire géopolitique des drogues dressait un tableau effrayant de la consommation de drogues chez les jeunes à Brazzaville, notamment les anciens miliciens qui en ont pris l'habitude pendant les guerres (cannabis de production locale chez les plus pauvres mais surtout médicaments mélangés à de l'alcool). La consommation de ces substances accompagne souvent les délits sexuels, qui ont été légitimés par l'idéologie de l'épuration ethnique pendant les guerres et expliquent que la prévalence du Sida soit très élevée chez les combattants, (et pas seulement les miliciens). Le Sida serait devenu au Congo la première cause de mortalité chez les adolescents et les adultes de 15 à 45 ans, la cause principale de leur contamination étant la prostitution, due à la précarité, et les viols commis durant les conflits internes qui ont ensanglanté le pays depuis sept ans. De source officielle, l'extension du sida aurait décimé dans les dernières années «l'équivalent de trois compagnies» et plus d'un tiers des lits des hôpitaux militaires, à Brazzaville et à Pointe-Noire sont actuellement occupés par des malades contaminés³⁷.

Le bilan des combats de 1997-1998 est donc lourd sur tous les plans. Le chiffre de 10 000 victimes, généralement avancé, ne repose sans doute sur aucune quantification précise. Mais le traumatisme social, profond, est réactivé régulièrement par les exhumations de cadavres trouvés dans les quartiers³⁸.

La stabilisation politique et la reconstruction assurées par le nouveau gouvernement Nguesso sont sou-

tenues par les puissances occidentales. Mais l'exode des habitants de Bacongo, l'exil de nombreuses élites sudistes, les traces des destructions rappellent, sur le terrain, cette fragmentation belliqueuse de la capitale. Cependant la «puissance géographique» de la guerre³⁹ est ailleurs. La peur et le souvenir ont des effets durables de repli et de contraction des espaces sociaux, matérialisés par ces lignes de transports en commun qui à certaines périodes n'effectuaient plus que des «demi-parcours», déposant leurs voyageurs à la limite d'un «fragment» urbain.

Parallèlement, ces années de guerres coïncident avec un très fort étalement spatial de la capitale congolaise⁴⁰, qui traduit moins une croissance démographique que des stratégies résidentielles d'éloignement par rapport au centre. Redoutés pour leur insécurité nocturne croissante, le centre-ville historique et politique, le «Plateau» et les vieilles «cités» qui en sont proches, tendent à perdre leurs habitants, y compris parmi les catégories aisées. On s'y rend de jour, pour le travail et les services, on n'y réside pas. Et surtout, dans les esprits, Brazzaville est restée morcelée par d'irréductibles frontières de la peur, du souvenir et de ces ethnicités qui constituent désormais une composante obligée des identités citadines congolaises. Alors que les partis commencent à se préparer pour les prochaines élections (date non annoncée), la crainte ne peut que monter chez les citadins. Une refondation urbaine durable est-elle possible?

Élisabeth Dorier-Apprill

35. Détruit en 1997, il ne restait plus qu'une ligne pour 300 habitants à Brazzaville. Il est équipé par Alcatel en 2000. Pendant ces années perdues, le Congo a aggravé ses retards, qui étaient déjà énormes en matière de télécommunication (les premières cabines téléphoniques à carte ont été installées cette année à Brazzaville, la téléphonie mobile et la connexion à Internet sont balbutiantes).

36. Source PANA, octobre 2000. Mission d'inspection de l'Union européenne et de l'Agence française de développement pressenties pour le financement de la route.

37. Propos du ministre de la Défense et du directeur central du service de santé des FAC, pour le lancement de la 3e campagne de lutte contre le sida dans les Forces armées congolaises, décembre 1999. Sur l'ensemble de la population, la séroprévalence resterait deux fois plus élevée à Pointe Noire (14 %) qu'à Brazzaville, mais le taux s'est accru dans la capitale congolaise par rapport aux années quatre-vingt (7,8 %). (Colloque scientifique de Brazzaville sur le sida et le paludisme, déc. 2000).

38. Pour anticiper ces découvertes traumatisantes, des associations, soutenues par l'OMS, procèdent à des opérations d'exhumation suivies de cérémonies d'inhumation.

39. Calas B., (1998), *Kampala, la ville et la violence*, Paris, Karthala, p 404.

40. Observations empiriques (1995-97) et consultation d'une image SPOT. Il n'y a pas de recensement plus récent que celui de 1984 ; un recensement administratif a commencé en juillet 2001 en vue des élections annoncées comme proches.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Balandier G., (1955), *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Bazenguissa-Ganga, R., (1998), « Les milices politiques dans les affrontements », *Afrique contemporaine*, dossier spécial « Congo-Brazzaville, entre guerre et paix », n° 186, 1998, p 46-57.

Bernault F., (1997), *Démocraties ambiguës Congo-Brazzaville, Gabon : 1940-1965*, Paris, Karthala.

Dorier-Apprill E., (1996), « Géographie des ethnies, géographie des conflits à Brazzaville », in Le Bris (E.), *Villes du sud, sur la route d'Istanbul...*, Éd. de l'ORSTOM, p. 259-289.

Dorier-Apprill E., (1996). « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », *Politique Africaine*, n° 64, déc. 1996, p. 73-88.

Dorier-Apprill E., (1997). « Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville », *Hérodote* n° 86-87, 4e trimestre, p. 182-221.

Dorier-Apprill E., Kouvouama A., Apprill C., (1998), *Vivre à Brazzaville*, Paris, Karthala.

Kitongo T., (1990), « Ethnies et urbanité dans la lutte politique au Congo après 1959 », *Africa*, n° 45, Rome, p. 665-679.

O'deye M., (1985), *Les associations en villes africaines Dakar-Brazzaville*, Paris, L'Harmattan.

Ossébi H., (1998), « De la galère à la guerre : jeunes et Cobras dans les quartiers Nord de Brazzaville », *Politique Africaine*, n° 72, p. 17-33.

Pourtier R. (dir.), (1998), *Afrique contemporaine*, dossier spécial « Congo-Brazzaville, entre guerre et paix », n° 186, 1998.

Quantin P., (1994), « Congo, décomposition d'une libéralisation », in *Afrique politique 1994*, Bordeaux, CEAN, p. 167-190.

Weissman F., (1993), *Élection présidentielle de 1992 au Congo, entreprise politique et mobilisation électorale*, CEAN-IEP Bordeaux.

Yengo P., (1997), « Ethnicité et logiques de pouvoir : les conflits ethniques de 1959 et 1993 au Congo », in Yengo (dir.), *Identities et démocraties*, Paris, L'Harmattan, p. 187-202.

Yengo P., (1998), « Un recours endémique à la violence », *Afrique contemporaine*, Dossier spécial « Congo-Brazzaville, entre guerre et paix », n° 186, 1998, p. 33-45.

Élisabeth Dorier-Apprill est maître de conférences en géographie (Université de Provence), Laboratoire Population-Environnement IRD (UR 023) et membre de l'Institut universitaire de France.

Derniers ouvrages parus, avec A. Kouvouama et C. Apprill *Vivre à Brazzaville, modernité urbaine et crise au quotidien*, Paris, Karthala, 1998. Vocabulaire de la ville, notions et références, Éd. du Temps, 2001.

<apprill@newsup.univ-mrs.fr>